

Université de l'Ontario français. Lorsqu'une vague médiatique soulève un enjeu de société

François-René Lord

Volume 8, numéro 2, automne 2021

Enraciner une nouvelle université au 21^e siècle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1078490ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1078490ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université de l'Ontario français (UOF)

ISSN

2562-914X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lord, F.-R. (2021). Université de l'Ontario français. Lorsqu'une vague médiatique soulève un enjeu de société. *Enjeux et société*, 8(2), 78–104. <https://doi.org/10.7202/1078490ar>

Résumé de l'article

La création d'une nouvelle université au Canada est un phénomène peu commun. La fondation de l'Université de l'Ontario français (UOF), première université entièrement francophone en Ontario, revêt ainsi une importance primordiale pour la communauté franco-ontarienne, notamment pour la préservation de sa langue et de sa culture. L'annonce de l'abandon du financement de ce projet par le gouvernement progressiste-conservateur ontarien, le 15 décembre 2018, secoue cette population. Les médias canadiens traitent alors abondamment cette nouvelle. Nous proposons, dans cet article, une analyse à la fois quantitative et qualitative de 2405 articles de journaux couvrant cette période charnière dans la courte histoire de l'UOF. Notre étude révèle notamment que le journal *Le Droit*, le site de Radio-Canada et la plate-forme numérique ONfr+ sont les médias ayant le plus traité de la création de l'UOF et qu'une plus grande proportion (60 %) des textes de notre corpus sont écrits en français. Le processus de médiatisation de l'UOF est marqué par une amplification médiatique de type *media-hype* où les journalistes utilisent la personnification, la représentation antagoniste des acteurs et le ton parfois émotif et acrimonieux pour cadrer la nouvelle.





***Université de l'Ontario français.
Lorsqu'une vague médiatique soulève un enjeu de société***

François-René Lord
Université du Québec à Trois-Rivières

Résumé

La création d'une nouvelle université au Canada est un phénomène peu commun. La fondation de l'Université de l'Ontario français (UOF), première université entièrement francophone en Ontario, revêt ainsi une importance primordiale pour la communauté franco-ontarienne, notamment pour la préservation de sa langue et de sa culture. L'annonce de l'abandon du financement de ce projet par le gouvernement progressiste-conservateur ontarien, le 15 décembre 2018, secoue cette population. Les médias canadiens traitent alors abondamment cette nouvelle. Nous proposons, dans cet article, une analyse à la fois quantitative et qualitative de 2405 articles de journaux couvrant cette période charnière dans la courte histoire de l'UOF. Notre étude révèle notamment que le journal *Le Droit*, le site de Radio-Canada et la plate-forme numérique ONfr+ sont les médias ayant le plus traité de la création de l'UOF et qu'une plus grande proportion (60 %) des textes de notre corpus sont écrits en français. Le processus de médiatisation de l'UOF est marqué par une amplification médiatique de type *media-hype* où les journalistes utilisent la personnification, la représentation antagoniste des acteurs et le ton parfois émotif et acrimonieux pour cadrer la nouvelle.

Mots-clés : Université de l'Ontario français, processus de médiatisation, création



Introduction

L'Université de l'Ontario français (UOF) accueillera ses premiers étudiants en 2021. Après des décennies de réflexions, de débats et de revendications (Gervais, 1994), la population franco-ontarienne pourra bénéficier d'un continuum éducatif uniquement en français de la maternelle à l'université. La communauté francophone de l'Ontario prend conscience, dès les années 1980, que le modèle universitaire ontarien bilingue, hérité des années 1960, ne semble convenir que bien imparfaitement à ses besoins (Bock & Dorais, 2016). Le déclin du poids relatif de la population francophone à l'Université d'Ottawa et à l'Université Laurentienne, notamment, a pour effet de marginaliser la présence du français au sein de ces institutions (Dupuis et al., 2015). Ayant surmonté diverses embûches au cours de son histoire, la minorité franco-ontarienne obtient, grâce à cette nouvelle université, un puissant outil contribuant à assurer sa pérennité.

Les revendications sociales et politiques des quarante dernières années en faveur d'une université de langue française en Ontario mènent à différentes actions politiques structurantes (Dupuis et al., 2015) au début des années 2010 : le rapport du Sommet provincial des États généraux sur le postsecondaire en Ontario français (2015); le rapport *Le Temps d'agir* du Comité consultatif de l'éducation postsecondaire en français dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario (2016); et finalement, le rapport du Conseil de planification pour une université de langue française (2017). Les deux premiers rapports insistent sur le besoin d'une université de langue française pour l'Ontario; le dernier propose des pistes d'actions pour la mettre en place. En décembre 2017, le gouvernement libéral de l'Ontario adopte le projet de loi 177, confirmant la création d'une université francophone en Ontario. Sa survie est cependant menacée dès l'année suivante. En effet, le 15 novembre 2018, le gouvernement progressiste-conservateur du premier ministre Doug Ford annonce la fin du financement du projet de l'Université de l'Ontario français. Cette annonce fera naître un mouvement populaire sans précédent chez les Franco-Ontariens contestant les compressions budgétaires du gouvernement. À la suite de ces contestations et du débat public qu'elles font émerger, le gouvernement fédéral, au nom de la défense des droits linguistiques minoritaires au Canada,



propose une collaboration financière avec l'Ontario pour sauver l'université. Une entente de principe entre le gouvernement fédéral et la province de l'Ontario, signée en septembre 2019 et officialisée en janvier 2020, confirme le rétablissement du financement de l'UOF.

1. Problématique

Pour Bock et Dorais, une université n'est pas une institution comme les autres, son apport à sa communauté d'appartenance et à la structuration de cette dernière y est considérable :

Elle est un lieu qui contribue à l'édification et à la permanence des cultures et des sociétés, un lieu dont la mission première est d'engendrer la réflexion et le débat sur leur finalité au-delà des contingences, des besoins, voire des tendances intellectuelles du moment. Cette réflexivité propre à l'institution universitaire lui confère une mission existentielle qui la conduit à transcender les impératifs purement stratégiques et circonstanciels auxquels certains voudraient l'astreindre (2016, p. 124).

Ainsi, selon ces auteurs, le symbole que représente cette nouvelle université pour les Franco-Ontariens explique en partie la vaste couverture médiatique des tribulations sociales et politiques des premiers moments de cette institution.

L'analyse du processus de médiatisation (Strömbäck, 2008) d'un événement de société permet de comprendre la façon dont les médias traitent, à travers le temps, une réflexion collective construite dans l'espace public (Quéré, 1995). Pour Charaudeau (2009), la sphère médiatique fonctionne selon une double logique : d'abord, selon une logique symbolique s'inscrivant dans une finalité démocratique, en informant la communauté sur les événements qui se produisent dans l'espace public et en contribuant à la discussion sociale. Ensuite, elle fonctionne selon une logique pragmatique de captation et de rétention du public, essentiellement pour pouvoir survivre. L'équilibre entre les deux demeure souvent précaire. Selon Fines (2010), utiliser les données médiatiques permet de s'ancrer dans l'histoire immédiate et de la comprendre, de suivre l'évolution d'un processus social à l'intérieur et à



l'extérieur d'une arène de négociation, là où la discussion publique se construit. Analyser le processus de médiatisation de la création de l'UOF et de la crise linguistique qui a suivi l'annonce de l'abandon de ce projet permet de comprendre comment s'est construite la discussion publique de cet événement sociétal important.

2. Méthodologie

Pour atteindre l'objectif de notre étude, nous avons effectué une recherche mixte inductive séquencée dans le temps (Explanatory Sequential Design) (Creswell & Clark, 2017). Cette démarche permet d'orienter un regard qualitatif sur les données quantitatives, de faire émerger du sens à partir de ces données mixtes et d'explorer un phénomène sans s'en faire préalablement d'idées ou d'hypothèses préconçues (Luckerhoff & Guillemette, 2012). Une analyse quantitative de l'ensemble des articles a été réalisée pour dresser un portrait global du corpus, notamment sur le plan de sa temporalité et de ses thématiques principales. Une analyse qualitative de ces mêmes données a permis d'explorer certains résultats plus significatifs.

Le corpus a été constitué à partir du logiciel de veille médiatique Meltwater en utilisant les mots-clés *Université de l'Ontario français*, *UOF*, *Université francophone*, *Ontario*, *University francophone* et *University French language*. Nous nous sommes intéressés exclusivement aux textes publiés dans la presse écrite pour analyser le discours, ce matériel étant déjà dense et structuré selon des formats bien définis (nouvelle, éditorial, chronique, opinion du lecteur, notamment). Notre corpus est ainsi constitué d'articles de journaux en ligne (certains médias ne publiant plus leur version papier), en provenance d'entreprises de presse canadiennes, publiés entre le 1^{er} janvier 2017 et le 30 septembre 2019. Cet intervalle permet de couvrir les événements sociaux et politiques principaux de la courte histoire de l'UOF : le dépôt du rapport du Conseil de planification pour une université de langue française (30 juin 2017), les démarches menant à l'adoption du projet de loi 177 officialisant la création de l'UOF (15 décembre 2017), l'abandon du projet et la crise linguistique (novembre 2018) puis leurs retombées jusqu'à la signature de l'entente de principe Canada-Ontario (7 septembre 2019), et, enfin, les répercussions médiatiques qui ont suivi. Certains



journaux ont, par moment, publié plusieurs versions du même article en ajoutant des mises à jour ou corrections au cours de la journée, en les présentant en brève à la une de leur site web, notamment. Notre intérêt étant à la fois le processus de médiatisation et sa portée, nous avons intégré ces articles dans notre corpus lorsque toutes les versions étaient accessibles sur Internet.

Comme le souligne Leray (2008), les variables d'analyse d'un processus de médiatisation peuvent se multiplier à l'infini, mais certaines sont récurrentes dans la majorité des études, entre autres le sujet, la période, le média et l'auteur. Nous nous sommes inspiré de ce modèle pour retenir neuf variables : « date », « média », « auteur » et « langue » (extraites directement par le logiciel Meltwater), « type d'auteur », « acteur », « thématique », « type d'article » et « intention journalistique » (codées lors de l'analyse des articles). L'ensemble des variables a été validé lors d'un prétest d'une lecture de 100 articles du corpus et compilé en utilisant le progiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences).

3. Résultats et analyses

Les résultats de cette étude sont dévoilés en deux parties. Premièrement, la présentation des résultats quantitatifs concernant l'analyse des variables « médias », « langue », « type d'articles » et « type d'auteur » permet de contextualiser le sujet. Deuxièmement, la présentation de l'analyse des variables « date », « acteur » et « thématique » propose une analyse mixte du processus de médiatisation dont l'UOF a fait l'objet, particulièrement en contexte de crise linguistique.

Le corpus de presse final contient 2405 articles en provenance de 82 médias différents. Les résultats présentés dans le Tableau 1 démontrent que les trois médias traitant le plus de l'UOF sont le journal quotidien *Le Droit* (16,8 %), le site web de Radio-Canada (toutes régions confondues) (10,1 %) et la plate-forme numérique du Groupe Média TFO ONfr+ (7,6 %). À eux trois, ils publient plus du tiers (34,2 %) de tous les articles du corpus. Cela s'explique en partie par leur mission de desservir les Franco-Ontariens et de leur donner une voix. En effet, *Le Droit*, seul quotidien francophone publié en Ontario, poursuit depuis 1913



une longue tradition de défense des droits linguistiques des francophones (Laporte, 1986). La société de diffusion Radio-Canada, selon la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991, a la responsabilité d'« être offerte en français et en anglais, de manière à refléter la situation et les besoins particuliers des deux collectivités de langue officielle, y compris ceux des minorités de l'une ou l'autre langue » (3(1) m)(iv)). L'ONfr+ est une chaîne numérique, issue de la fusion du magazine *TF0 24,7* et du service d'actualité #ONFR ayant pour raison d'être de couvrir les dossiers de société qui touchent les francophones de l'Ontario et de raconter leurs histoires.

Tableau 1

Liste des 10 médias ayant le plus publié lors du processus de médiatisation de l'UOF, leur langue de publication ainsi que le nombre et le pourcentage d'articles contenus dans le corpus pour chacun d'eux

Média	Langue	Articles	
		N	%
<i>Le Droit</i>	français	403	16,8
ICI	Radio-Canada.ca	242	10,1
ONfr+		183	7,6
<i>Le Devoir</i>	français	93	3,9
CBC	anglais	70	2,9
<i>Ottawa Citizen</i>	anglais	61	2,5
<i>L'Express</i>	français	60	2,5
<i>Toronto Star</i>	anglais	54	2,3
<i>La Presse+</i>	français	50	2,1
<i>Le Soleil</i>	français	49	2,0
<i>Autres médias (72)</i>	français ou anglais	1140	47,4
<i>Total</i>		2405	100



Parmi les 82 entreprises de presse analysées, 57 d'entre elles (69,5 %) sont issues de la communauté anglophone, mais 60 % des articles de l'ensemble du corpus sont écrits en français. Sur les 10 médias les plus actifs dans leur couverture de l'UOF, seuls la CBC (2,9 %), l'*Ottawa Citizen* (2,5 %) et le *Toronto Star* (2,3 %) sont anglophones. Si les journaux anglophones ont publié davantage intégralement les communiqués des agences de presse (31,5 % contre 9,3 %), il n'y a pas de différences significatives dans la couverture selon la langue en ce qui a trait aux types d'acteurs et de problématiques présentés dans les articles analysés et la proportion d'articles y faisant référence.

Certains médias publient des textes de façon indépendante (*Le Devoir*, *La Presse*, le *National Post*, par exemple); d'autres font partie d'un regroupement de presse (Groupe Capitales Médias, Québecor, Sun Media, par exemple) et publient les articles de journaux affiliés; quelques-uns d'entre eux (*East Gwillimbury Express*, *Waterloo Region Record*, par exemple) ne publient que les textes en provenance des agences de presse ou de son regroupement de presse. La grande majorité des articles écrits sur l'UOF (82,7 %) proposent des textes de type informatif tels des nouvelles, reportages ou entrevues, alors que 13,7 % des articles commentent cette réalité par des éditoriaux ou des chroniques. Finalement, 3,7 % des articles proviennent de lettres, de témoignages ou d'opinions de lecteurs. Le Tableau 2 montre que 23,1 % des articles sont écrits par un journaliste ne travaillant pas pour le média qui le publie. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne des articles du *Droit* utilisés par les autres journaux du Groupe Capitales Médias : *Le Soleil* à Québec (29 articles), *Le Nouvelliste* à Trois-Rivières (27 articles), *La Tribune* à Sherbrooke (22 articles), *Le Quotidien* à Saguenay (26 articles) et *La Voix de l'Est* à Granby (20 articles). Mentionnons également que *Le Droit* reprend, dans son journal, des textes écrits par des journalistes de l'ONfr+ (38 articles). Il a été parfois difficile de départager les articles écrits par les journalistes de ceux repris d'une agence de presse, la collaboration n'étant pas toujours explicitement mentionnée.



Tableau 2

Liste des types d'auteurs recensés dans le processus de médiatisation ainsi que le nombre et le pourcentage d'articles publiés par chacun d'eux

Type d'auteur	Articles	
	N	%
Journaliste à l'emploi du média qui publie	1187	49,4
Journaliste à l'emploi d'un autre média	555	23,1
Journaliste d'une agence de presse	535	22,2
Expert	95	4,0
Citoyen	27	1,1
Non mentionné	6	0,2
Total	2405	100,0

Soulignons que plusieurs acteurs de la société, autres que des journalistes, écrivent des articles ou des textes d'opinion dans les médias pour se positionner sur la question de l'UOF. Les experts, chercheurs en sociologie, en histoire, en politique et en éducation, anciens élus et responsables d'organismes et d'institutions (4 %) et les citoyens (1,2 %) se prononcent sur le sujet, et ce, particulièrement au moment où le projet de l'UOF est remis en question. Le propos de la très grande majorité (92 %) de ces experts et citoyens est en appui à la fondation ou au développement de l'université. Les autres articles (8 %) remettent en question la capacité économique de réaliser le projet ou apportent un point de vue sur le futur de l'UOF (le choix des programmes, le lieu de son installation, par exemple).

La Figure 1 fait état de l'évolution du processus de médiatisation de l'UOF entre janvier 2017 et septembre 2019. Elle montre clairement une augmentation marquée du nombre d'articles publiés entre novembre 2018 et janvier 2019. Cette augmentation débute le 15 novembre 2018, jour de l'énoncé économique du gouvernement Ford annonçant l'abandon



du projet de l'UOF. Ces seuls mois de novembre 2018 (42,7 %), décembre 2018 (15,2 %) et janvier 2019 (8,4 %) représentent près des deux tiers (66,4 %) du corpus retenu.

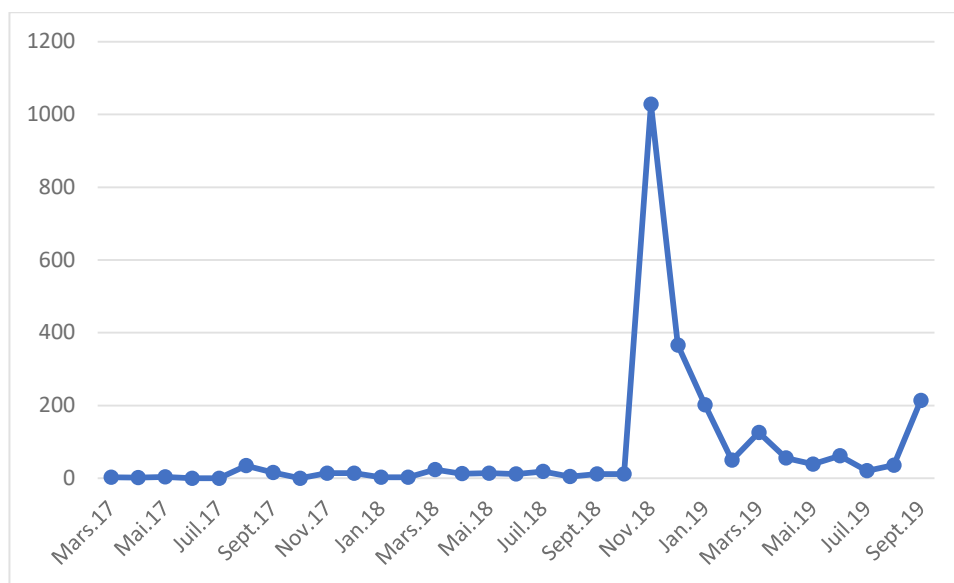


Figure 1. Nombre d'articles traitant de l'UOF selon la date de parution entre le 1^{er} janvier 2017 et le 30 septembre 2019.

Ce moment est davantage médiatisé que les deux autres moments forts de l'UOF, soit sa fondation le 15 décembre 2017 (0,6 %) et sa relance par la signature d'une entente de principe sur le financement de l'UOF entre le gouvernement fédéral et la province de l'Ontario en septembre 2019 (8,9 %). En novembre 2018, les 82 médias du corpus traitent de l'abandon du projet de l'UOF. Pour certains, ce sera leurs seuls articles sur la question. Pour d'autres, c'est le début d'une vaste couverture sur le sujet, multipliant articles et entrevues. S'ouvre à ce moment une discussion publique sur les motivations du gouvernement Ford et les raisons d'être (ou de ne pas être) de l'UOF. En référant à la question des débats publics médiatisés, Brosius et Eps (1995) proposent le concept d'événements clés (*key events*) au sein d'un processus médiatique. Ces événements seraient à la fois la source d'une grande couverture journalistique, mais également des tournants qui réorientent la façon de traiter la nouvelle. Nous proposons ce que plusieurs médias ont appelé « le jeudi noir ontarien » du 15 novembre comme étant un événement clé orientant le processus de médiatisation de l'UOF.



Le chronogramme (Figure 2) montre bien que l'annonce de l'abandon du projet de l'UOF (jeudi noir) a suscité l'émergence ou la réactivation de la discussion publique sur le sujet. Il y a d'abord un débat entre les partis politiques au provincial et au fédéral; tous dénoncent la position du gouvernement Ford. Les élus des partis, des villes, des provinces de partout au Canada s'expriment largement sur la question en liant l'événement à leur propre réalité régionale. Patrick Lagacé, journaliste de *La Presse*, ouvre une discussion sur la couverture médiatique des enjeux d'une minorité linguistique au Canada en dénonçant la position éditoriale de certains journaux ontariens (*National Post*, *Toronto Star*) moins au rendez-vous lorsque la minorité francophone est attaquée. À l'émission *Tout le monde en parle*, émission d'affaires publiques diffusée à Radio-Canada, la question de la présence des francophones hors du Québec engendre d'autres réflexions collectives, relayées par les médias écrits. Guy Breton, recteur de l'Université de Montréal, appuie le développement de l'UOF en insistant sur l'importance de l'offre en éducation universitaire dans les deux langues officielles au Canada. Les experts, universitaires, historiens, journalistes et personnalités publiques s'expriment sur la question, chacun dans son domaine, provoquant à chaque fois une discussion relayée par les médias. Le départ de la députée francophone Amanda Simard du Parti progressiste-conservateur pour contester la décision de son parti ne fait qu'exacerber l'agitation (sociale, politique, culturelle, médiatique) existante. Finalement, le mouvement social franco-ontarien naissant entretient la bulle médiatique sur cet enjeu. D'une nouvelle principale (l'abandon du projet de l'UOF) émergent plusieurs nouvelles secondaires qui amplifient la portée du processus de médiatisation sur le sujet.

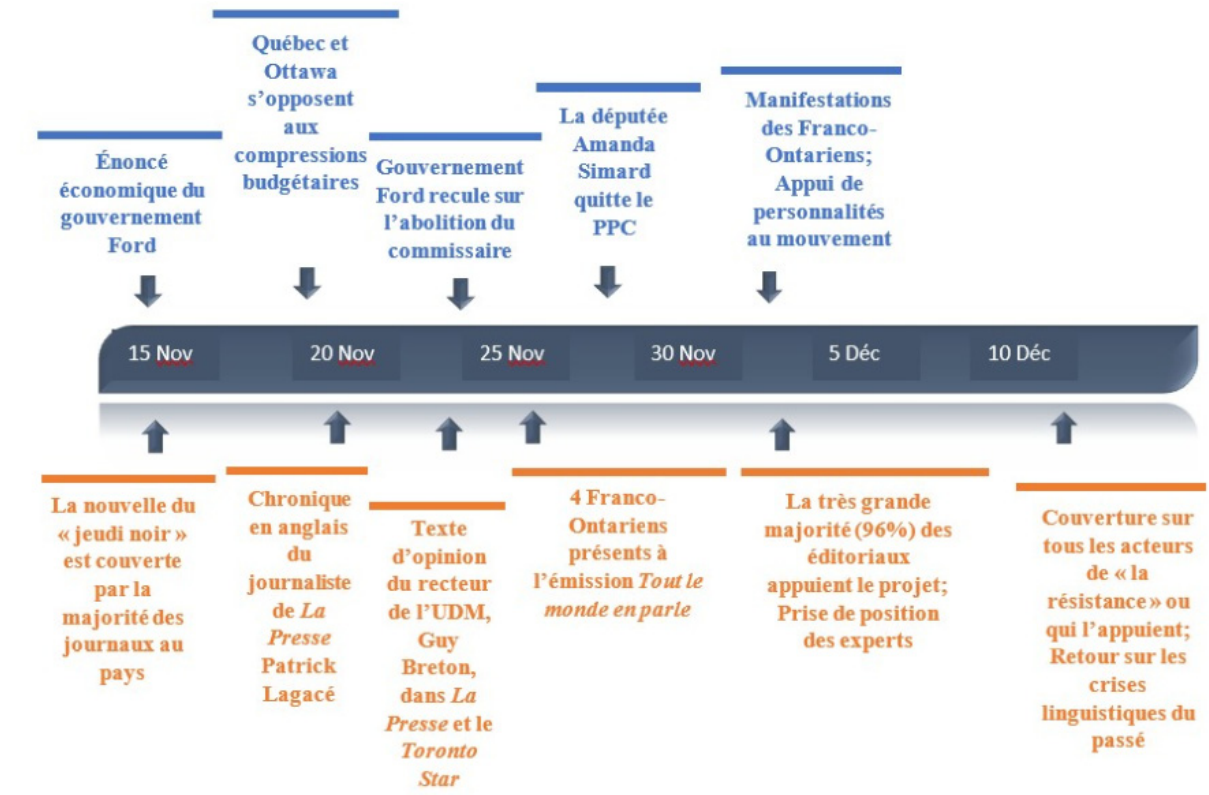


Figure 2. Chronogramme du 15 novembre au 10 décembre 2018 couvrant les événements sociaux et politiques (en bleu) et médiatiques (en orange) marquant la crise linguistique soulevée par l'arrêt du financement de l'UOF.

À l'instar de Vasterman (2005), Giasson et al. (2010) et Brin et al. (2018) qualifient ce type de phénomène d'amplification médiatique de *media-hype* :

Le *media-hype* est une réaction médiatique en chaîne. Il naît d'un événement clé qui reçoit une attention médiatique anormalement élevée, qu'il s'agisse d'un incident mineur ou d'une manifestation extraordinaire. Une seule règle s'impose : tous les médias en traitent. Cette situation déclenche ainsi une vaste vague de couverture médiatique. À partir de cet événement clé, un thème central, un cadrage de la problématique est implicitement défini (Giasson et al., 2010, p. 382).



Nous retenons le terme *hype* (« amplification ») plutôt que *wave* (« vague »), car le premier sous-tend une augmentation de l'intensité de la discussion médiatique provoquée en partie par les médias eux-mêmes. Si la question sociétale de cette étude ne relève pas d'un problème social (comme ceux des travaux de Vasterman), elle relève d'une crise linguistique amplifiée par les médias.

L'abandon du projet de l'UOF et l'amplification médiatique qui a suivi a grandement influencé les sujets abordés par les médias, analysés en fonction de la variable « thématique ». Sans surprise, la question de l'arrêt du financement des services en français en général (53,4 %) et celui de l'UOF en particulier (14 %), le mouvement de protestation et de résistance (51,7 %) et les discussions politiques qui en ont découlé (42,1 %) sont les thèmes principaux abordés dans les articles du corpus. Les articles traitant des raisons d'aller de l'avant (8,9 %) ou de remettre en cause le projet de l'UOF (5,3 %) ainsi que ceux présentant le contexte historique et identitaire (10,8 %) de la situation sont moins présents dans le corpus.

La variable « acteur » représente les individus ou institutions (partis politiques, associations) mentionnés ou cités dans les articles. Durant les jours suivant le « Jeudi noir », politiciens, personnalités publiques, artistes, experts, responsables d'institutions, étudiants, membres de l'UOF, leaders d'association, voilà toute une communauté qui s'exprime sur le sujet au même moment. Si le Parti progressiste-conservateur de l'Ontario ou l'un de ses représentants sont nommés dans 86,7 % des articles (Tableau 3), on retrouve au moins un acteur politique (tous partis confondus) dans 92,3 % des articles. Les premiers pas d'une organisation publique telle qu'une université, le changement de gouvernement en Ontario en juin 2018, la joute politique entourant le financement de l'UOF et la campagne électorale canadienne de l'automne 2019 expliquent en partie cette situation.



Tableau 3

Liste des acteurs ainsi que le nombre et le pourcentage d'articles dans le corpus y faisant référence

Acteurs	Articles	
	N	%
Élu Parti progressiste-conservateur de l'Ontario	2086	86,7 %
Population franco-ontarienne	1524	63,4 %
Leader association	783	32,6 %
Élu Parti libéral du Canada	765	31,8 %
Autre élu (anciens élus, partis fédéraux, autre province)	500	20,8 %
Équipe de l'Université de l'Ontario français	335	13,9 %
Élu Parti libéral de l'Ontario	281	11,7 %
Expert	280	11,6 %
Élu gouvernement québécois	226	9,4 %
Institution éducative (autre que UOF)	150	6,2 %
Élu municipal (villes Ontario et Québec)	96	4,0 %

La population franco-ontarienne est le second acteur le plus présent dans le corpus de presse. Le mandat de l'UOF est de desservir les Ontariens francophones. Ces derniers, choqués d'apprendre l'annonce de l'abandon du projet de l'UOF, se sont massivement rassemblés pour dénoncer dans les médias les compressions budgétaires du gouvernement Ford. Les journalistes les nomment dans 63,4 % des articles. Très engagées lors du mouvement de résistance, les associations représentant les Franco-Ontariens deviennent également des joueurs médiatiques actifs (32,6 %) dans le récit médiatique, dont l'Assemblée de la francophonie ontarienne, la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne et le Regroupement étudiant franco-ontarien. L'équipe de l'UOF est mentionnée dans 13,9 % des articles, moins pour présenter des projets de l'institution que pour réagir politiquement aux différents événements survenus lors de cette période.

Pour ce qui est des résultats sur la question des raisons d'être ou des remises en cause d'une nouvelle université en Ontario, l'enjeu est présenté par les médias de façon duale : d'un



côté, un groupe minoritaire dans la société, mais largement soutenu par les médias, voit le développement d'une université comme un « droit » ou un « dû »; de l'autre, un gouvernement et quelques acteurs politiques, très peu relayés par les médias (*Toronto Sun*, *National Post*, notamment), affirmant que le projet ne peut se réaliser en raison de la situation économique du moment. Les élus du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario sont fréquemment nommés dans le corpus, mais ils le sont davantage comme étant « l'acteur responsable des compressions budgétaires » que comme « l'acteur expliquant ou justifiant ses actions politiques ». Outre quelques voix contestant le choix du lieu ou des programmes de l'université ou les capacités économiques de réaliser un tel projet, la discussion publique sur la raison d'être d'une université est médiatiquement éclipsée.

Les médias trouvent une trame narrative de fond dans l'abandon du projet de l'UOF par le gouvernement Ford et la résistance de la population franco-ontarienne : ils y voient un filon porteur. Ainsi, lors des événements de novembre 2018, les lecteurs assistent à une épique bataille de tranchées : d'un côté, un groupe de « résistance » (Orfali, 2018) avec en tête Amanda Simard « l'héroïne franco-ontarienne » (Pelletier, 2018) faisant partie d'une « riposte » (Fortin-Gauthier, 2018), voire d'une « guerre » (Gratton, 2018c) face à un gouvernement Ford, « la vraie cible » (Jury, 2018). Les mots employés font clairement référence à une guerre entre « gentils » et « méchants ». Pour Lits (2008), les personnages sont représentés dans les médias selon une logique romanesque d'accentuation d'antagonismes autour de l'axe « bon et mauvais ». Alors qu'ailleurs dans le corpus, la nouvelle est présentée selon une logique factuelle, les lecteurs peuvent, à la fin de l'année 2018, suivre la nouvelle de l'UOF comme on suit une télésérie.

À ce moment précis dans le discours public change, le ton monte. L'utilisation de mots référant à l'émotion ou à l'insulte est fréquente. Politiciens, représentants d'organisations de défense des droits des francophones, anciens élus s'invectivent durant cette période de « guerre ». Certains médias (*Le Droit*, *L'Eau vive*, *L'Express* et l'ONfr+ notamment) font davantage que relayer ces attaques, ils en deviennent les instigateurs. Ces dernières sont principalement dirigées vers Doug Ford : « Le Frankenstein de la droite » (Bellavance, 2018),



« obnubilé par sa personne » qui « mène une barque qu’il dirige à l’à peu près » (Jury, 2018, 2019), responsable d’une « saloperie raciste » (Lagacé, 2018). Pour Oger, certains contextes se prêtent davantage à l’utilisation de la violence verbale et à l’injure dans la sphère publique :

Signalons également un type de contexte, plusieurs fois décrit dans des recherches fort différentes, et qui semble se prêter au déploiement de l’injure : la violence verbale la plus brutale s’y appuie sur l’indignation, pour ne pas dire la fureur, provoquée par une évolution politique, sociale ou morale jugée à la fois inacceptable et inéluctable, un bouleversement des valeurs qui serait imposé sans débat (2012, p. 5).

Ces composantes de Oger cadrent bien avec le débat public sur la survie de l’UOF.

Si certains journaux anglophones appuient la décision de Doug Ford et si une vaste majorité des journaux du corpus sont neutres ou sympathiques à « la cause franco-ontarienne », certaines entreprises de presse (*Le Droit*, *L’Eau vive*, *L’Express* et l’ONfr+ notamment), par leur choix éditorial (entièrement pro-UOF), par leur couverture médiatique soutenue et par leur ton, se positionnent vigoureusement contre les compressions budgétaires du gouvernement Ford. Certains journalistes franco-ontariens défendent cette cause qui les touche personnellement. Prenons, à titre d’exemple, cet article du *Droit* de Denis Gratton le 20 novembre 2018. Dans l’article « C’est le monde à l’envers, Michel », lettre destinée à son frère décédé (Michel Gratton, ancien journaliste et attaché de presse de l’ancien premier ministre fédéral Brian Mulroney), le chroniqueur écrit :

Salut Michel. Comment ça va de l’autre côté, mon frère? Ici-bas, ça brasse. Tu ne le croiras pas Michel, mais « la chicane est repognée » entre nous, les Francos, et le gouvernement de l’Ontario. Comme à l’époque de Montfort. Disons que j’ai parlé à tante Gisèle l’autre jour et qu’elle m’a lancé : « mon Dieu que Michel aurait du fun! » [...] Tiens mon frère, je termine avec tes mots. Avec cette phrase que t’ajoutais dans pratiquement tous les discours que t’écrivais pour Gisèle Lalonde il y a 20 ans. Cette même phrase par laquelle tu conclus ton livre



Montfort — *La lutte d'un peuple* : « Courage. Notre cause est juste » (Gratton, 2018b).

L'abandon du projet de l'UOF est vu telle une nouvelle salve contre le « nous » franco-ontarien auquel certains journalistes adhèrent. « *Here we go again* » titrait *Le Droit* (Gratton, 2018a). Selon Lits (2008), les médias utilisent l'émotion dans l'écriture du récit médiatique pour créer des lieux de reconnaissance pour leurs lecteurs et attirer ainsi leur attention. Cela se vérifie par exemple dans l'extrait cité plus haut.

À partir de janvier 2019, le cadrage sur le thème de la sauvegarde de l'université s'impose dans la sphère publique. Deux politiciennes, Mélanie Joly, ministre fédérale de la Francophonie et Caroline Mulroney, ministre des Affaires francophones de l'Ontario, tiennent durant les semaines et mois de la crise linguistique un discours public sur la possibilité de faire renaître, ou non, le projet de l'UOF. Les journalistes couvrent largement les vues personnelles et politiques de ces deux ministres ainsi que celles de leur gouvernement respectif. Le processus de médiatisation sur l'UOF baisse en intensité quelques jours après la confirmation de la réactivation du projet.

4. Discussion

Le processus de médiatisation de la création de l'UOF est marqué par une amplification médiatique de type *media-hype* où les journalistes utilisent la personnification, la représentation antagoniste des acteurs et le ton parfois émotif et acrimonieux pour cadrer la nouvelle. Dans cette discussion, nous contextualisons d'abord l'analyse de ce processus par rapport à la réalité historique et linguistique de la minorité franco-ontarienne en Ontario. Ensuite, nous analysons le rôle qu'ont tenu les journalistes dans le cadrage de cette couverture médiatique. Nous abordons enfin la composante médiatique du développement de ce mouvement social.

La compréhension du contexte linguistique minoritaire des Franco-Ontariens est nécessaire à cette analyse du processus de médiatisation de la création de l'UOF. Certains



éditorialistes, notamment du *Droit*, de l'ONfr+, de *L'Eau vive* et de *L'Express* inscrivent le conflit entre le gouvernement Ford et la population franco-ontarienne dans la lignée des grandes luttes sur la langue et sur la culture francophone en Ontario, telles que le Règlement 17 et la résistance des épingles à cheveux qui s'en suivit¹, les débats sur la Loi 8 sur les services en français en Ontario² et la fermeture de l'Hôpital Montfort³.

Ces événements historiques sont autant d'exemples de la lutte de la population francophone ontarienne contre la majorité anglophone, amorcée depuis plus de deux siècles, pour réclamer un statut d'égalité et une reconnaissance de leurs droits. Dès le début du siècle dernier, l'école est le foyer principal de la sauvegarde de l'identité et de la reproduction culturelle des Canadiens français en Ontario (Dupuis et al., 2015). L'historien Gaétan Gervais disait, en 1994, que le projet d'avenir du Canada français hors Québec réside dans sa capacité de mettre sur pied un réseau d'institutions francophones dans toutes les régions et dans tous les secteurs d'activités. Pour l'auteur, il importe d'empêcher la majorité d'écraser la minorité. Pour ce faire,

la protection contre cette situation réside dans le droit de la minorité de choisir ses institutions, de déterminer ses orientations, de prendre ses décisions. Ce modèle d'autonomie préfère des structures ou des institutions qui permettent à une minorité d'agir par elle-même (Gervais, 1986, p. 30).

Pour plusieurs Franco-Ontariens, l'annonce de la création de l'UOF en 2017 est vue comme l'aboutissement de plusieurs de leurs revendications, l'annulation de ce projet comme une gifle et un nouveau combat à mener.

Les universités occupent une grande place dans le devenir des communautés. Selon Quirion, la société actuelle a grandement besoin des universités pour faire face aux défis de notre époque :

[...] plus que jamais dans leur histoire millénaire, les universités sont au cœur du destin futur des nations. Plus que jamais dans leur histoire, les universités doivent



savoir décoder l'avenir, dans un monde en changement accéléré, pour être capables d'y préparer à leur tour les nations et les êtres humains. Plus que jamais dans leur histoire, les universités sont sollicitées pour aider l'humanité à surmonter les périls qui l'assailent. Les circonstances nous rappellent ainsi que l'université joue, en tant qu'institution centrale du savoir, un rôle irremplaçable dans le destin de nos sociétés (2020, p. 7).

À l'exception de sa dimension historique et linguistique, le rôle de la nouvelle université a été très peu abordé dans les médias. Le récit médiatique des premiers mois de l'UOF n'est donc pas celui de la création d'une institution universitaire, de la description de ses grandes priorités, des réflexions sur sa mission de développement au sein de sa communauté ou de ses premières réalisations. Même si le Comité de planification pour une université de langue française a proposé une mission, un projet académique et une structure de gouvernance pour l'UOF, les médias ainsi que les acteurs à qui ces premiers donnent la parole n'en ont que très peu parlé. Le processus de médiatisation ne limite parfois la réflexion collective qu'à une seule dimension d'un enjeu. Le récit médiatique, écrit dans l'instantanéité, ne permet pas aux lecteurs de prendre le recul nécessaire pour cerner un événement de société. Les entreprises médiatiques produisent une culture dont les attributs s'expliquent principalement par sa valeur d'échange sur un marché (Miège, 1997). La nouvelle bouleversante se vend mieux. Le débat médiatique sur la survie de l'UOF s'est donc déroulé de façon intense sous l'angle d'une trame narrative conflictuelle, dramatisée et émotive.

L'un des aspects les plus marquants de ce processus de médiatisation est l'évolution du récit médiatique dans le temps. L'histoire médiatique des premiers temps de l'UOF peut être divisée en trois moments :

- a) La période de fondation. Les dirigeants de l'UOF présentent des ébauches du projet. Période relativement calme, peu couverte par les médias. L'université se construit tranquillement, sans faire grand bruit.



- b) La période de crise. L'annonce de l'abandon du projet de l'UOF. Vague médiatique très forte. Guerre de mots entre les sympathisants des Franco-Ontariens et le gouvernement. Engagement marqué de certains médias.
- c) La période de relance. Débat médiatique entre les gouvernements fédéral et provincial sur la survie de l'UOF. Deux moments forts : l'offre financière du gouvernement fédéral en janvier 2019 pour assurer la survie de l'organisation et l'entente de principe signée entre les deux parties en septembre 2019. La couverture est moins intense que lors de la deuxième phase.

Le processus de médiatisation de l'UOF connaît une amplification de type *media-hype* importante lors de la seconde phase. La couverture de la nouvelle principale engendre l'émergence de plusieurs nouvelles secondaires partout au Canada et touche à différentes sphères : sociale, politique, artistique, historique, économique et culturelle. La façon de décrire et de présenter les acteurs et thématiques évoqués dans ce récit médiatique évolue à ce moment précis; le cadrage de la nouvelle change. Le concept de cadrage journalistique sous-tend, selon Entman (1993), de sélectionner certains aspects d'une réalité perçue et de les rendre plus présents dans un texte de manière à promouvoir une définition ou une interprétation d'un problème. Les journalistes cadrent la nouvelle a) en la couvrant davantage en quantité, en qualité et en diversité; b) en campant la trame narratologique du récit médiatique à la manière d'une guerre entre Franco-Ontariens et le gouvernement et en personnalisant les acteurs médiatiques de cette bataille; c) en relayant et appuyant parfois les réalisations du mouvement de résistance.

Selon Lits (2008) et Soulages (1999), les médias mettent en scène et personnifient l'information en utilisant des procédés stylistiques et en mettant à l'avant-plan des personnages contribuant à construire des identités narratives. Cette trame narratologique simple, aux allures cinématographiques, permet aux lecteurs de situer les événements dans le temps et de s'y accrocher. L'historique de la lutte entre les Franco-Ontariens et les membres de la communauté anglophone majoritaire se prête bien à la construction de cette trame narrative.



Ce récit médiatique est un chapitre de l'histoire du conflit linguistique entre la population franco-ontarienne et le gouvernement ontarien et plus largement de celui de l'opposition de deux visions politiques canadiennes. L'historique familial des acteurs politiques qui campent ce récit contribue également à la construction par les médias d'une véritable saga shakespearienne canadienne. D'un côté, le premier ministre libéral Justin Trudeau, fils de Pierre-Elliott Trudeau, créateur de la Loi sur les langues officielles, loi qui impose la dualité linguistique à tout le Canada. De l'autre, Caroline Mulroney, fille de l'adversaire progressiste-conservateur de Trudeau père, Brian Mulroney. Ce dernier s'était illustré notamment comme défenseur de l'autonomie des provinces. Doug Ford, quant à lui, est le frère de Rob Ford, ancien maire de Toronto, nationaliste défenseur des contribuables de sa « Ford nation », expression qui représente la population adhérant à sa vision conservatrice. Si les médias utilisent la personnification et la représentation antagoniste des acteurs comme procédés stylistiques pour capter l'attention de leurs publics (Lits, 2008), ils n'ont pas eu à dévier de beaucoup de la réalité pour créer une trame de récit médiatique quasi romanesque.

Ce cadrage journalistique a davantage été réalisé par les entreprises de presse francophones de l'Ontario. Bernier (2011) s'est intéressé à la question du difficile équilibre à tenir pour les journalistes en milieu minoritaire entre leur loyauté envers leur communauté et les considérations normatives de leur pratique journalistique. Plusieurs études clés sur le sujet (Beauchamps & Watine, 2006; Corriveau, 2006; Watine, 1993) soutiennent que les journalistes en situation minoritaire sont enclins, pour la plupart, à pratiquer un journalisme fondamentalement partisan. Ils modèlent leur idéologie sur celle des membres de l'*establishment* local, les élus et associations représentant leur communauté minoritaire, notamment. Pour l'historien Paul-François Sylvestre (1984), les journaux de l'Ontario français sont définis, dès leur fondation, tels des journaux « de combat ». La devise du journal *Le Droit* n'est-elle pas « l'avenir est à ceux qui luttent »? Il serait intéressant d'explorer comment les journalistes franco-ontariens ont vécu la crise linguistique liée aux compressions budgétaires du gouvernement Ford. Rencontrer les journalistes franco-ontariens ayant couvert cette période tumultueuse de l'UOF dans une prochaine étude serait un riche terrain de recherche.



Selon Strömbäck (2008), le processus de médiatisation d'une nouvelle, notamment à caractère politique, évolue dans le temps. L'amplification médiatique d'une simple nouvelle peut rendre sa réalité médiatique si prégnante que les acteurs politiques et sociaux internalisent cette logique médiatique. La médiatisation amplifiée de la crise linguistique liée à la survie de l'UOF contribue ainsi à la construction de cette crise. La décision politique de stopper la création d'un établissement universitaire de langue française crée une onde de choc dans la population, elle active un mouvement social et réactive cette crise linguistique. Tous les ingrédients sont réunis pour créer ce mouvement social important : un gouvernement peu sensible à la réalité franco-ontarienne, reniant la promesse électorale de ne pas couper le financement de l'UOF, une communauté blessée, une image forte et une personnalité phare (la députée démissionnaire Simard), l'embrasement des réseaux sociaux, le soutien actif des communautés, des organisations et des élus de la francophonie canadienne et l'action des grands médias créant une amplification médiatique de type *media-hype* de cette nouvelle. Tous ces éléments représentent bien les différentes composantes des mouvements sociaux décrits par Neveu (2015) : une concertation collective, une lutte politique et la croyance en une cause.

Dans un esprit apparenté, soulignons qu'en deux semaines seulement, en novembre 2018, le niveau de mobilisation a dépassé celui atteint en cinq ans pour revendiquer, en 1997, le maintien de l'hôpital Montfort, seul hôpital universitaire francophone en Ontario. Par leur cadrage de cette nouvelle à partir du 15 novembre 2018 et pour les jours qui suivent, notamment par leur couverture considérable des manifestations et des prises de parole citoyennes du mouvement social, les médias font de l'abandon de l'UOF un enjeu de société capable de provoquer une prise de conscience collective. Selon Champagne, « les malaises sociaux n'ont une existence visible que lorsque les médias en parlent » (1993, p. 61). L'histoire de la bataille des francophones de l'Ontario contre le gouvernement Ford a résonné partout au Canada dans les médias traditionnels et sociaux. Selon Neveu (1999), l'émergence d'un litige sociétal dans le discours public doit répondre aux trois conditions proposées par Felstiner et al. (1991), soit a) qu'une situation doit être considérée comme une offense (réaliser); b) que cette offense soit imputable à un individu ou une entité (reprocher);



c) qu'elle se traduise par une réclamation pour réparer l'offense (réclamer). Selon l'auteur, on retrouve souvent les deux premières conditions, mais plus rarement la dernière :

Si le discours de presse peut parcourir les deux premières étapes de la trilogie de Felstiner, soit *naming* et *blaming*, il n'est pas courant qu'il aille jusqu'au *claiming*, jusqu'à véhiculer un point de vue qui donne les situations qu'il peut décrire comme problématiques, voire injustes et susceptibles d'être modifiées par l'action collective des victimes. L'appel à la bonne volonté générale, à un sens de la justice ou de l'intérêt bien compris, l'accent mis sur la nécessité de réformes ou d'infléchissements des politiques publiques peuvent figurer au nombre des chutes dans articles ou éditoriaux. La possibilité ou la légitimité d'une action collective comme outil de changement s'y observe bien plus rarement (Neveu, 1999, p. 63).

Le processus de médiatisation de la naissance de l'UOF et de la crise linguistique liée à sa survie répond aux trois conditions de Felstiner. D'abord, la grande couverture médiatique sur l'arrêt du financement de l'UOF permet à la population francophone de l'Ontario de réaliser l'offense faite à son endroit. Dans le récit médiatique, les journalistes imputent la responsabilité de cette offense au gouvernement progressiste-conservateur et plus particulièrement à son chef, Doug Ford. Tout au long de ce récit, un sentiment de reproche envers le chef et son parti émerge clairement. Enfin, particulièrement dans les médias franco-ontariens, un appui marqué pour le mouvement de résistance et une pression politique visant la réparation de l'offense par le gouvernement Ford s'observe. Seuls un recul et un retour au financement de l'UOF semblent pour eux à ce moment être un dénouement acceptable.

Conclusion

Les analyses quantitative et qualitative du processus de médiatisation de la création de l'UOF nous ont menés à présenter différents résultats et constats. D'une part, nous avons situé notre corpus à partir de différents résultats quantitatifs. Le journal *Le Droit*, le site de Radio-Canada et la plate-forme numérique ONfr+ sont les médias ayant le plus traité de la création de l'UOF. Une plus grande proportion des textes de ce corpus est écrite en français, même si



moins de médias francophones ont été recensés. Les journaux anglophones ont davantage relayé intégralement les communiqués des agences de presse ou les textes de leur regroupement de presse que les journaux francophones. Le processus de médiatisation de l'UOF est marqué par une amplification médiatique de type *media-hype* où, d'autre part, les résultats qualitatifs démontrent que les journalistes utilisent la personnification, la représentation antagoniste des acteurs et le ton parfois émotif et acrimonieux pour cadrer la nouvelle.

Les journalistes ont cadré la discussion publique du sujet d'abord dans une perspective politique puis sociale, économique, culturelle et linguistique. Cet apport à la construction du débat public est-il en partie responsable de la naissance et de la progression du mouvement de résistance des Franco-Ontariens? Si les médias soulèvent l'importance d'une université de langue française en Ontario dans le discours public, peut-on prétendre qu'ils contribuent également à soulever une partie de la population devant cet enjeu? Est-il permis de croire qu'avant le 15 novembre 2018, peu d'Ontariens avaient entendu parler de l'existence de l'Université de l'Ontario français? La vague médiatique aurait-elle contribué à faire connaître à la fois l'institution, la justification de sa survie et les actions du mouvement social qui en émergeait? Cette vague aurait-elle ainsi contribué à la survie même de l'UOF? Voilà quelques futures pistes de recherche prometteuses.

Si cette étude permet d'offrir un éclairage à la fois quantitatif et qualitatif sur la trame narrative du processus de médiatisation des premiers temps de l'UOF, il serait pertinent de pousser plus loin la réflexion collective sur le sujet. Explorer les intentions journalistiques derrière la couverture de l'UOF par des entretiens avec des journalistes ayant couvert cette nouvelle, réfléchir à la portée des médias sociaux sur l'émergence de ce mouvement social ou analyser les différences entre la couverture francophone et anglophone de ce récit médiatique ne sont que quelques avenues parmi plusieurs qui permettraient de mieux comprendre ce phénomène médiatique et social qui a soulevé, et continuera de soulever, de grandes passions.



Notes

¹ En 1912, le gouvernement ontarien, par le Règlement 17, restreint le français comme langue d'enseignement. Devant des inspecteurs chargés de faire respecter ce Règlement, des femmes franco-ontariennes se défendent, armées de longues épingles à chapeaux.

² La loi 8 sur les services en français de l'Ontario permet aux francophones de recevoir certains services gouvernementaux en français.

³ En 1997, le gouvernement décide de fermer l'hôpital ontarien francophone Montfort. Un mouvement franco-ontarien d'envergure et victorieux (SOS Montfort) s'oppose à cette décision.

Références

- Beauchamp, M., & Watine, T. (2006). *Médias et milieux francophones*. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Bellavance, J. D. (2018, 17 novembre). Le Frankenstein de la droite canadienne. *La Presse*. https://plus.lapresse.ca/screens/cf94ab66-3105-4ebe-af17-1f728447d108__7C__0.html
- Bernier, M. F. (2011). Les limites de la loyauté et de l'engagement chez les journalistes en milieu minoritaire francophone au Canada : une étude exploratoire. *Revue d'études canadiennes*, 45(3), 58-81.
- Bock, M., & Dorais, F. O. (2016). Quelle université pour quelle société? Petite histoire du débat intellectuel entourant la question universitaire franco-ontarienne. *Revue du Nouvel-Ontario*, (41), 121-195.
- Brin, C., Giasson, T., & Sauvageau, M. M. (2018). From media wave to media tsunami. The "charter of values" debate in Quebec, 2012-2014. Dans P. Vasterman (Éd.), *From media hype to Twitter storm. The dynamics of self-reinforcing processes in news waves*. Amsterdam : Amsterdam University Press.
- Brosius, H. B., & Eps, P. (1995). Prototyping through key events: News selection in the case of violence against Aliens and Asylum Seekers in Germany. *European Journal of Communication*, (10), 391-412.
- Champagne, P. (1993). La vision médiatique. Dans P. Bourdieu (Éd.), *La Misère du monde* (pp. 72-74). Paris : Seuil.
- Charaudeau, P. (2009). Une éthique du discours médiatique est-elle possible? *Revue Communication*, 27(2), 51-75.
- Comité consultatif de l'éducation postsecondaire en français dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario. (2016). *Le temps d'agir!* http://www.tcu.gov.on.ca/fre/document/reports/time_to_act_fre.pdf



- Conseil de planification pour une université de langue française. (2017). *Innover localement. Exceller mondialement : proposition pour une université de langue française en Ontario*. [Rapport du Conseil de planification pour une université de langue française]. <http://www.tcu.gov.on.ca/epep/publications/ConseilPUFO-aug2017-f.pdf>
- Corriveau, C. (2006). Informer ou défendre la cause : le dilemme de la presse franco-manitobaine. Dans M. Beauchamp, & T. Watine (Éds), *Médias et milieux francophones* (pp. 47-64). Québec : Presses de l'Université Laval.
- Creswell, J. W., & Clark, V. L. P. (2017). *Designing and conducting mixed methods research*. Thousand Oaks, CA : Sage.
- Dupuis, S., Jutras-Stewart, A., & Stutt, R. (2015). L'Ontario français et les universités bilingues (1960-2015). *Revue du Nouvel-Ontario*, (40), 13-104.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58.
- États généraux sur le postsecondaire en Ontario français. (2015). *Rapport du Sommet provincial des États généraux sur le postsecondaire en Ontario français*. [Rapport synthèse du Sommet provincial d'octobre 2014]. Repéré à <http://etatsgeneraux.ca/resources/Rapport%20du%20Sommet%20provincial%20des%200%20C3%89tats%20g%20C3%A9n%20C3%A9raux%20sur%20le%20postsecondaire%20en%20Ontario%20fran%20C3%A7ais.pdf>
- Felstiner, W., Abel, R., & Sarat, A. (1991). L'émergence et la transformation des litiges : réaliser, reprocher, réclamer. *Politix*, 16(4), 41-54.
- Fines, L. (2010). L'utilisation des données médiatiques en recherche qualitative : contexte d'histoire immédiate, informations pertinentes et arènes de négociation. *Recherches qualitatives*, 29(1), 172-195.
- Fortin-Gauthier, É. (2018, 19 novembre). Plusieurs anglophones vont lutter avec les Franco-Ontariens. *ONfr+*. <https://onfr.tfo.org/plusieurs-anglophones-vont-lutter-avec-les-franco-ontariens/>
- Gervais, G. (1986). Pour des meilleures structures institutionnelles au niveau universitaire. Dans C. Archibald (Éd.), *Situations actuelle et recherche de scénarios d'un développement d'aide aux communautés francophones hors Québec* (pp. 29-31). Ottawa : Fédération des francophones hors Québec.
- Gervais, G. (1994). Le Canada-Français : un phare illuminé sur mille citadelles. *Francophonies d'Amérique*, (4), 166.
- Giasson, T., Brin, C., & Sauvageau, M. (2010). Le bon, la brute et le raciste. Analyse de la couverture médiatique de l'opinion publique pendant la « crise » des accommodements raisonnables au Québec. *Canadian Journal of Political Science*, 43(2), 379-406.



- Gratton, D. (2018a, 16 novembre). Here we go again. *Le Droit*. <https://www.ledroit.com/chroniques/denis-gratton/here-we-go-again-05e964c70e8f1ce2877555d62b41e17d>
- Gratton, D. (2018b, 20 novembre). C'est le monde à l'envers, Michel. *Le Droit*. <https://www.ledroit.com/chroniques/cest-le-monde-a-lenvers-michel-986e464ef333d6d422e153d607d48231>
- Gratton, D. (2018c, 26 novembre). Noyer sa peine. *Le Droit*. <https://www.ledroit.com/chroniques/noyer-sa-peine-c193afc250e26e01a18fb6631e9147ab>
- Jury, P. (2018, 19 novembre). La vraie cible, c'est Doug Ford. *Le Droit*. <https://www.ledroit.com/opinions/pierre-jury/la-vraie-cible-cest-doug-ford-4b62e74bd9a9a55f84d89bfa3156c130>
- Jury, P. (2019, 27 mars). Une chute qui devrait inquiéter. *Le Droit*. <https://www.ledroit.com/opinions/editoriaux/une-chute-qui-devrait-inquieter-bfc99af552fcc047f19c61b56adf3f18>
- Lagacé, P. (2018, 20 novembre). Ils s'en fichent. *La Presse*. https://plus.lapresse.ca/screens/58c7800e-dafc-46a7-8575-08bcf0feb591__7C__0.html
- Laporte, L. (1986). *Le journal le Droit, miroir de l'identité franco-ontarienne* (Mémoire de maîtrise inédit). Université Laval, Québec, Canada. <https://corpus.ulaval.ca/jspui/handle/20.500.11794/29201>
- Leray, C. (2008). *L'analyse de contenu. De la théorie à la pratique. La méthode Morin-Chartier*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lits, M. (2008). *Du récit au récit médiatique*. Bruxelles : Éditions De Boeck Université.
- Loi sur la radiodiffusion* (1991). L.C. 1991, c.11, art. 3(1) m) (iv). <https://www.canlii.org/fr/ca/legis/lois/lc-1991-c-11/derniere/lc-1991-c-11.html>
- Luckerhoff, J., & Guillemette, F. (Éds). (2012). *Méthodologie de la théorisation enracinée : fondements, procédures et usages*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Miège, B. (1997). *La société conquise par la communication. Tome 2. La communication entre l'industrie et l'espace public*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Neveu, É. (1999). Médias, mouvements sociaux, espaces publics. *Réseaux*, 98(7), 17-85.
- Neveu, É. (2015). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.
- Oger, C. (2012). La conflictualité en discours : le recours à l'injure dans les arènes publiques. *Argumentation et analyse du discours* (8). <https://doi.org/10.4000/aad.1297>



- Orfali, P. (2018, 28 novembre). La résistance gagne les écoles. *TVA Nouvelles*. <https://www.tvanouvelles.ca/2018/11/28/la-resistance-gagne-les-ecoles>
- Pelletier, É. (2018, 28 décembre). « L'héroïne » franco-ontarienne fait son bilan. *Le Droit*. <https://www.ledroit.com/actualites/francophonie/lheroine-franco-ontarienne-fait-son-bilan-832cc69550d9e1f7182d2126240d71b7>
- Quéré, L. (1995). L'espace public comme forme et comme événement. Dans J. Isaac (Éd.), *Prendre place* (p. 100). Paris : Recherches.
- Quirion, R. (2020). *L'Université québécoise du futur. Tendances, enjeux, pistes d'action et recommandations*. [Document de réflexion et de consultation]. <http://www.scientifique-en-chef.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/UduFutur-FRQ-1.pdf>
- Soulages, J. C. (1999). Les mises en scène visuelles de l'information. Paris : Nathan/INA.
- Strömbäck, J. (2008). Four phases of mediatization: An analysis of the mediatization of politics. *The International Journal of Press/Politics*, 13(3), 228-246.
- Sylvestre, P. F. (1984). *Les journaux de l'Ontario français, 1858-1983*. Sudbury : Société historique du Nouvel-Ontario.
- Vasterman, P. (2005). Media-hype. Self-reinforcing news waves, journalistic standards and the construction of social problems. *European Journal of Communication*, (20), 508-530.
- Watine, T. (1993). *Pratiques journalistiques en milieu minoritaire : la sélection et la mise en valeur des nouvelles en Acadie* (Thèse de doctorat inédite). Université de Lille III, Lille, France.